



PRIX DÉPARTEMENTAL POUR LA RECHERCHE EN PROVENCE ÉDITION 2024

9^{ème} Prix Départemental pour la Recherche en Provence 2024

Liste des rubriques à remplir

*ATTENTION : ceci n'est pas le formulaire de dépôt des candidatures.
Pour que votre candidature soit valide, il faut impérativement qu'elle soit saisie en ligne sur le formulaire dédié.
Ce document a pour unique vocation de vous aider à préparer le dépôt de votre candidature.*

Les prix sont ouverts aux communautés scientifiques et technologiques. Les candidats doivent être rattachés à un établissement ou organisme public de recherche situé dans le département, être titulaires d'un doctorat (ou équivalent).

Date limite de candidature : 24 juin 2024 inclus.

Les candidatures doivent être rédigées intégralement en **français**.

Adresse e-mail *
fedoua.el-louali@ap-hm.fr

I. Fiche signalétique

Fiche synthétique de présentation du candidat et de ses travaux

S'agit-il d'une candidature *

Individuelle

Membres de l'équipe de recherche

Si vous présentez votre candidature au nom d'une équipe de recherche, merci d'insérer, ici, la liste nominative des membres de l'équipe.

Votre réponse

Civilité *

Madame

Titre *

Docteur

Nom *

Ricard

Prénom *

Pascale

Date de naissance *

17/03/1988

Téléphone *

0610675885

Spécialité/discipline *

✓ Droit

Description du poste actuellement occupé *

Chargée de recherche au CNRS

Organisme principal de tutelle *

CNRS

Etablissement de l'activité de recherche (adresse de correspondance - coordonnées postales complètes) *

Centre d'études et de recherches en droit international, comparé et européen

Faculté de Droit et de Science Politique - Espace René Cassin

3 avenue Robert Schuman - 13626 Aix-en-Provence Cedex 1

Tél : +33 (0)4 86 91 42/42/43 ou 42/51

Résumé des travaux de recherche (350 mots, ni tableau, ni schéma) *

Les recherches présentées au prix départemental pour la recherche en Provence s'inscrivent dans le champ du **droit international public**, et plus précisément du **droit de l'environnement** et du **droit de la mer**. Mes travaux ont pour ambition générale d'identifier et d'analyser le **cadre juridique international relatif à la protection du milieu marin et de la biodiversité**. Les océans couvrent en effet presque les trois quarts de la surface de la planète, mais leur protection est largement déficiente à l'heure actuelle puisque d'après certaines études scientifiques nous serions entrés dans une période d'extinction massive des espèces, à la fois marines et terrestres. Cette sixième extinction de masse a pour particularité d'avoir été causée par les activités humaines. L'analyse du cadre juridique relatif à la conservation de la biodiversité marine, mis en place notamment par l'Organisation des Nations Unies et les autres organisations internationales compétentes, permet ainsi d'en identifier les lacunes et de s'intéresser à la manière dont les règles mondiales pourraient être renforcées, afin de favoriser une meilleure protection de la biodiversité.

L'un de mes axes de recherche les plus récents concerne la **lutte contre la pollution marine par les déchets de matière plastique, en droit international, comparé et européen**. En effet, les déchets de matières plastiques s'accumulent et envahissent progressivement les mers et océans. Ils sont visibles non seulement dans les espaces maritimes côtiers, mais aussi bien loin de ces derniers, dans les grands fonds marins internationaux ou les régions polaires. Le droit s'est saisi de la problématique de la pollution des océans par les déchets de matières plastiques selon différents angles, en limitant à la fois la production de plastiques, en favorisant sa réutilisation et son recyclage, en réglementant le commerce des déchets plastiques et en limitant l'introduction des déchets plastiques en mer.

Je m'intéresse également aux **conflits de souveraineté ou d'usages en mer**. Les conflits de souveraineté entre États concernant des frontières maritimes (entre la France et l'Espagne, le Royaume Uni ou l'Italie par exemple) ou la possession d'îles (comme les îles Éparses disputées par la France et Madagascar) ainsi que les conflits entre les différents usagers de la mer (entre activités de pêche et activités relatives aux énergies marines renouvelables notamment ou de création d'aires protégées) sont en effet un frein à la mise en oeuvre effective des règles relatives à la préservation du milieu marin. La prévention ou la résolution de ces divers conflits est ainsi un préalable à la mise en oeuvre efficace des règles de protection de la biodiversité.

Résumé des travaux de recherche (en 2 phrases maximum / 3 lignes, mettant en lumière les mots clés liés à votre projet, ni tableau, ni schéma)

Mes travaux visent majoritairement à analyser les règles juridiques relatives à la préservation du milieu marin et de la biodiversité marine, dans le but d'en identifier les failles et de proposer des améliorations du cadre juridique existant, notamment en matière de lutte contre la pollution plastique des océans.

Nom du responsable de l'unité *

Ève Truilhé

Avis du responsable d'unité sur la candidature *

II. Travaux de recherche

Description des travaux de recherche faisant l'objet de la candidature

Description des travaux de recherche (1 page A4 maximum) *

Votre réponse

Motivation du candidat (détailler les raisons de la candidature) *

Votre réponse

Publications et/ou brevets (indiquer une liste des publications, ouvrages, brevets et travaux les plus importants) *

Ouvrage

— La conservation de la biodiversité dans les espaces maritimes internationaux. Un défi pour le droit international, Pr face E. Lagrange et A. de Marffy, Pedone, 2019, 657 pages.

Articles dans des revues à comité de lecture

— "Le nouveau paradigme de l' 'économie bleue'. Les entreprises et autres opérateurs privés au secours de la protection de la biodiversité marine ?" L'Observateur des Nations-Unies, vol. 48(1), 2021, pp. 85-116.

— "Le droit international et la lutte contre la pollution marine par les déchets de matières plastiques", Annuaire français de droit international (AFDI) 2019, vol. LXV, 2020, pp. 527-554.

— "Prévention et résolution des conflits d'usages en droit de la mer : quelques réflexions dans le cadre régional de l'océan Indien", Carnets de Recherches de l'océan Indien (journal disponible en ligne), n.3, 2019, pp. 89-112.

— "The limits of military activities by third States in the EEZ resulting from environmental law", The International Journal of Marine and Coastal Law, vol. 34, Issue 1, 2019, pp. 144-165.

— "Marine biodiversity beyond national jurisdiction : the launch of an intergovernmental conference for the adoption of a legally binding instrument under UNCLOS, challenges and ways forward", Maritime safety and security law journal (journal disponible en ligne), 2018-2019, Issue 4, pp. 84-102.

— "La sentence arbitrale relative au différend en mer de Chine méridionale et l'obligation de protection du milieu marin", ADMer (INDEMER), Pedone, 2016, pp. 147-159.

— "Analyse d'un compromis : le lancement des négociations pour un accord de mise en oeuvre de la CNUDM sur la biodiversité marine au-delà des limites de la juridiction nationale", co-auteure avec N. Frozel Barros, Annuaire du droit de la Mer (INDEMER), Pedone, 2014, vol. XIX, pp. 197-220.

Articles dans des ouvrages collectifs (avec comité de lecture)

— "La conservation de la biodiversité marine : la notion de 'bien commun', facteur d'intégration et de cohérence en droit international", BOUSSARD (S.), Dir., L'eau, un bien commun ?, Marais et Martin, à paraître en 2021, 20 p.

— "Le nucléaire et la mer : entre passé, présent et futur", NERI (K.), Dir., Le droit international et le nucléaire, à paraître en 2021, 21 p.

— "L'Antarctique et les 'nouvelles' activités humaines en mer : entre précaution, innovation et conciliation d'intérêts (navigation, drones, tourisme)", CHAN TUNG (L.), LAVOREL (S.) Eds., L'Antarctique : enjeux et perspectives juridiques, Pedone, 2021, pp.197-226.

— "The European Union and the future international legally binding instrument on marine biodiversity beyond national jurisdiction", RIBEIRO (M.-C.), LOUREIRO BASTOS (F.), HENRIKSEN (T.), Eds., Global Challenges and the Law of the Sea, Springer, 2020, pp. 379-399.

— "Les aires marines protégées en haute mer et la difficile conciliation entre droit de la mer et droit de l'environnement : enjeux et perspectives", CHAUMETTE (P.) Coord., Le Droit de l'Océan transformé par l'exigence de conservation de l'environnement marin, Marcial Pons Ediciones Jurídicas y Sociales, 2019, pp. 249-268.

— "Le Conseil de sécurité des Nations Unies et l'environnement marin", NERI (K.) Dir., Le Conseil de sécurité des Nations Unies et la mer, Editoriale scientifica, 2018, pp. 141-165.

Autres publications

— Rubrique Pêche / Exploitation durable des ressources halieutiques, Répertoire de droit international (disponible en ligne), Encyclopédie juridique Dalloz, 2021, 83 p.

— La communauté internationale confrontée au défi de la conservation de la biodiversité marine : quel rôle pour le droit international ?, Silomag, revue en ligne, numéro spécial : Vers une civilisation écologique ? Donnons les possibles, décembre 2020.

—Article de presse : Biodiversité des espaces maritimes : des discussions au ralenti , Libération, 5 septembre 2019.

— La clarification du lien entre droits de l'homme et protection de l'environnement et de ses conséquences par la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans son avis consultatif du 15 novembre 2017 , Journal du Centre de droit international de l'Université Jean Moulin Lyon 3, avril 2018, 5 p.

Chronique et participation à des projets collectifs

—Chronique annuelle Environnement marin et biodiversité marine de l'Annuaire du droit de la Mer de l'Institut du droit économique de la mer de Monaco (INDEMER), Pedone, depuis 2014.

—Membre depuis 2019 de l'équipe du projet ZOMAD relatif aux activités dans les zones maritimes disputées (voir le site internet au lien suivant : <https://zomad.eu/fr/>), dirigé par Alina Miron, Centre Jean Bodin, Université d'Angers. Réalisation de fiches techniques relatives à différentes zones disputées, notamment entre la France et Madagascar pour les îles parses, la France et le Canada pour le plateau continental de Saint-Pierre-et-Miquelon, l'Algérie, l'Espagne et l'Italie propos de la ZEE algérienne, la France et les Comores concernant l'île de Mayotte et enfin concernant le différend sur les espaces maritimes gréco-turcs.

Avez-vous déjà reçu des distinctions pour vos travaux ? *

Oui

Description des distinctions éventuelles

Prix jeune Chercheur de la Fondation pour la biodiversité

Thèse distinguée par le prix de thèse interdisciplinaire du Réseau international sur les organisations et le développement durable (RIODD), le prix de thèse de l'INDEMER, et le prix Mariani/Aguirre Basualdo de la chancellerie des universités de Paris

Si vous avez besoin de nous communiquer des éléments graphiques / visuels pour illustrer votre projet, vous avez la possibilité de nous envoyer, par e-mail (prixdepartement@aoscongres.com), un PDF d'une seule page, au format A4 portrait, mais totalement anonymisé, que nous joindrons au dossier d'évaluation

Non, je n'ai pas de document annexe à transmettre

Avez-vous déjà été candidat au Prix Départemental pour la Recherche en Provence lors des précédentes éditions ?

Non

En soumettant ce formulaire, vous acceptez que vos coordonnées soient utilisées par le Conseil départemental des Bouches du Rhône et son mandataire AOS dans le cadre du Prix Départemental pour la Recherche en Provence.

Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) qui impose une information concise, transparente, compréhensible et aisément accessible des personnes concernées, et conformément à l'obligation de transparence définie aux articles 12, 13 et 14 du RGPD, vous pouvez accéder aux données vous concernant, les rectifier, demander leur effacement ou exercer votre droit à la limitation du traitement de vos données.

Une copie de vos réponses sera envoyée par e-mail à l'adresse indiquée.